



# Quelle place pour les étudiants infirmiers-anesthésistes (IADE) dans un contexte d'attentat terroriste ?

Cas du SAMU 93 Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis (AP-HP).

Suite au congrès Urgences 2016, qui s'est tenu du 01 au 03 juin, au Palais des congrès, place de la porte Maillot, *Aubry St Cast, IADE de l'équipe SMUR Avicenne du SAMU 93, détaille les raisons ayant mené à la réalisation de leur étude intitulée « Présence des étudiants infirmiers-anesthésistes en cas d'intervention SMUR dans un contexte d'attentat terroriste »*. Cette étude, présentée le 1<sup>er</sup> juin 2016, par Sounkarou Macalou, étudiante IADE au sein de l'équipe SMUR du 93, fait suite aux attentats du mois de novembre et s'intéresse à la place des étudiants infirmiers-anesthésistes (IADE) dans les équipes du SMUR en cas d'évènements de ce type.

**A**ubry St Cast revient tout d'abord sur les raisons qui ont motivé la réalisation de l'étude : « L'objet de cette étude, réalisée dans un contexte post-attentat, était de s'intéresser à la gestion des étudiants IADE, souvent présents au sein des équipes SMUR, ainsi qu'à leur rôle potentiel lors d'évènements exceptionnels de ce type. Sachant que les étudiants IADE sont des professionnels infirmiers ayant l'habitude des situations d'urgence, mais qui ont repris des études de spécialisation, nous avons estimé que la question de leur présence au sein des unités SMUR sur ce type d'évènements terroristes se posait. »

## Enquête sur la présence éventuelle des étudiants IADE dans les situations d'attentats :

Le SMUR, Service Mobile d'Urgence et de Réanimation, rattaché au SAMU, a pour objectif d'apporter une médicalisation des interventions aux patients nécessitant des

soins d'urgence et de réanimation, sur l'ensemble du territoire national et 24h/24h.

En France, les équipes mobiles, sont en général composées d'un médecin urgentiste, d'un infirmier-anesthésiste ou infirmier diplômé d'Etat (IDE puéricultrice au SMUR pédiatrique), d'un ambulancier, auxquels peut s'ajouter un étudiant en médecine, ou paramédical.

Cette étude conduite par l'équipe du SAMU 93 de Bobigny, s'est intéressée aux étudiants IADE de deux écoles d'Île-de-France, situées dans les départements où ont eu lieu les attentats du mois de novembre : l'école de Seine Saint-Denis et l'école de Paris. Sounkarou Macalou détaille : « un questionnaire a été soumis à 225 étudiants, afin de cerner leur souhait



Avec son équipe, Aubry St Cast a mené une étude sur la gestion des étudiants IADE présents dans les équipes de SMUR dans un contexte post-attentat.

## Prise en charge

d'être présents ou non, au sein des équipes SMUR, en cas d'attentat. Les réponses ont été collectées par voie électronique, sur une période de 18 jours (du 25 novembre au 12 décembre), 13 jours après les attentats. Sur 225 sollicitations, il y a eu 205 réponses, soit un taux de participation de 91 % », se félicite Sounkarou Macalou. Les résultats obtenus, ont montré que 82 % des étudiants, ont répondu vouloir être présents en cas d'attentats pour accompagner les équipes médicales, contre 15 % qui ne souhaitaient pas être présents. Toutefois, 71 % d'entre eux ont estimé que leur participation devrait être facultative.

Dans un questionnaire soumis à 225 étudiants sur leur souhait de participer à la prise en charge des victimes lors d'un contexte post-attentat, 82 % des étudiants participants ont répondu positivement.



« Concernant le lieu où les étudiants auraient préféré être présents le jour des attentats, il s'agissait majoritairement du bloc opératoire et de la SSPI (Salle de Surveillance Post Interventionnelle), puis du SAMU et de la réanimation », ajoute Sounkarou Macalou. Cela pourrait s'expliquer, selon l'étudiante IADE, par le parcours de formation réalisé en grande partie au bloc opératoire et en SSPI.

Il est connu que les catastrophes et événements de type « attaque terroriste » exposent les victimes ainsi que les équipes médicales qui

leur portent secours, à des états de stress post-traumatique.

L'équipe a donc cherché à évaluer les sentiments des étudiants IADE, dans un contexte d'attentat terroriste : « très peu ont exprimé, dans l'éventualité de leur présence, la peur d'être inutile, ou d'être traumatisé. Toutefois, une majorité a exprimé de la frustration du fait de ne pas avoir été présente et de la frayeur à l'idée de la possibilité d'avoir été présente », détaille Sounkarou Macalou.

Finalement, à l'issue de cette étude, il n'y aurait pas d'arguments en défaveur de la présence des étudiants IADE en cas d'évènements d'une telle ampleur avec les équipes du SMUR, toutefois, selon Sounkarou Macalou, « il faudrait que les étudiants soient informés et préparés face au risque de stress post-traumatique, et les équipes qui les accueillent doivent pouvoir appliquer des mesures spécifiques permettant la gestion de leur présence en cas d'évènement de type attentat », conclut-elle.

### La direction médicale du SMUR 93 demande le débarquement des étudiants au sein des unités mobiles SMUR en cas d'attentat

La situation a évolué depuis la présentation des résultats de cette étude le 1<sup>er</sup> juin 2016, puisque la direction médicale du SMUR 93 a émis une interdiction de participation de tout étudiant au sein des unités SMUR en cas d'attentats. « Nous ne sommes plus sensés emmener d'étudiants, quel que soit leur statut sur ce genre de problèmes », nous a confié Aubry St Cast. « Au moment de l'étude, la question nous avait semblé pertinente puisque ces étudiants sont tous des professionnels infirmiers qui ont l'habitude de l'urgence. Ils n'ont certes pas l'habitude des

situations de guerre, mais les autres professionnels de santé non plus. Cependant la direction médicale a aujourd'hui tranché », conclut-il, avant de préciser : « Les étudiants devront donc rester à la base. En cas de déclenchement sur un véhicule déjà engagé, il sera détourné afin de débarquer les étudiants à la base avant toute intervention de ce type. » Reste à souligner que lors d'appels d'urgence, les équipes SMUR n'ont pas toujours l'information sur le type d'évènement avant d'arriver sur les lieux, « c'était le cas lors de l'attentat ayant visé le Stade de France le 13 novembre 2015 ; l'équipe du SAMU 93 ne possédait pas d'éléments lui permettant d'identifier l'évènement comme un attentat avant d'arriver sur les lieux et de comprendre ce qu'il se passait. Le motif de départ, n'était ni attentat, ni explosion due à un engin explosif, ni un élément permettant de qualifier une situation d'attentat, dangereuse pour un étudiant. » Il pourrait donc être difficile d'identifier les cas où les étudiants médecins et paramédicaux, appartenant aux équipes mobiles et habituellement présents, ne devraient pas accompagner ces équipes, en particulier s'ils sont déjà présents sur les lieux avant même l'identification de l'évènement comme étant à risque.

En théorie, les étudiants ne doivent donc pas être présents dans les unités mobiles en cas d'attentats, en pratique, rien n'exclut qu'un étudiant soit présent sur un évènement non qualifié au départ d'attentat et qui s'avère en être un par la suite, tel que l'évènement « Stade de France ». Une question reste donc posée pour les équipes SMUR : « en arrivant sur place en se rendant compte qu'il s'agit d'un attentat, que faire de l'étudiant habituellement présent dans les équipes mobiles ? », demande Aubry St Cast. ■

Yasmine ZIAT